L'UE va autoriser le gouvernement US à fouiller dans les comptes bancaires des Européens

23/11/2009 à 16h11

Le 30 novembre prochain, les Ministres de la Justice des 27 pays de l'UE vont signer, avec le gouvernement US, un accord sur la sécurité qui autorisera l'accès aux autorités américaines des données bancaires de chaque citoyen européen. Au bas mot, 500 millions de personnes sont concernés.

La raison de cet accord est comme toujours la lutte contre le terrorisme.

C'est Mme Anna Cécilia Malmström, la ministre suédoise des Affaires européennes, qui a a présenté ce projet de coopération internationale au nom de la Suède. Ce pays assure jusqu'au 31 décembre 2009, la présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne.

Le fait le plus incroyable est qu'aucun grand média français n'en parle. Il s'agit là pourtant à la fois d'une perte de souveraineté incontestable et d'une restriction des libertés publiques. Seul Peter Shaar, le directeur de la CNIL allemande, a officiellement protesté contre la signature d'un tel accord.

Selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, l'accord sera signé la veille de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (le 1er décembre 2009), afin d'empêcher le Parlement Européen, dont les pouvoirs seront alors élargis, de pouvoir donner son avis.

Sources : (1) (2) (3) (4)

Le projet d’accord : Accord entre l’Union Européenne et les Etats Unis d’Amérique, portant sur le traitement et la communication aux USA dans le cadre de leur Programme de Détection du Financement du Terrorisme, d’informations financières détenues par SWIFT